



Document politique Padova Pride • 30 juin 2018

Seize ans ont passé de la dernière fois que la ville de Padoue a hébergé un Pride. Aux défis de 2002 on doit ajouter d'autres défis, des défis nouveaux et différents, parce que le contexte a changé et la communauté **LGBTI+** aussi est plus complexe et diversifiée, elle est capable de s'interroger et de se mettre en discussion.

Les couleurs du drapeau qui représente la communauté **LGBTI+** sont six, et six sont aussi les domaines thématiques que nous voulons, à l'occasion de ce Padova Pride 2018, porter à l'attention de la ville de Padoue, de la région Veneto et de l'État Italien.

■ La question de la **VISIBILITÉ** était considérée une question fondamentale déjà en 1969, à l'époque des protestes de Stonewall. Cinquante années plus tard, cependant, il y a encore beaucoup de domaines de la société où les personnes **LGBTI+** ne peuvent pas s'exposer, ni agir en harmonie avec leur identité de genre et leur orientation sexuelle. Des discriminations sur le lieu de travail, dans le monde du sport, à l'intérieur de la famille, existent toujours et elles posent un obstacle pour la possibilité de mise en oeuvre d'un coming out vraiment inclusif. Nous pensons qu'une **loi de contraste à l'homophobie** est nécessaire et nous souhaitons des actions concrètes de la part de l'État et des municipalités, comme, par exemple, l'adhésion au **réseau RE.A.D.Y.** Nous demandons aussi une attention ultérieure pour les plusieurs typologies de relations et identités qui, au moment courant, ne bénéficient pas de reconnaissance

sociale et juridique, et qui sont souvent trascurées par le débat public, comme, par exemple, **les familles homoparentales** et les noyaux pas monogames comme les **polyamoureux**. On doit aussi avoir une majeure considération –même à l’intérieur de la communauté LGBTI+, pour les instances particulières des personnes asexuelles et bisexuelles, avec l’intention de faciliter le dépassement des préjugés qui souvent posent des obstacles à la visibilité et à la valorisation des instances.

 Le concept de santé inclut la santé du point de vue physique, mais il va au delà de la seule santé physique. La **SANTÉ** a trois âmes, physique, psychologique et sociale, elle concerne les personnes LGBTI+ de très près, et elle assume des nuances différentes par rapport aux identités et aux orientations sexuelles. Nous souhaitons que les institutions veulent reconnaître et soutenir un approche community-based pour la santé des personnes LGBTI+, avec une importance particulière donnée à la prévention des IST (infections sexuellement transmissibles) et pour l’assistance des personnes âgées LGBTI+. Il est nécessaire de promouvoir des campagnes **d’information et prévention** de manière efficace et continue, en invitant le personnel socio-sanitaire à commencer une formation adéquate pour éliminer les préjugés sur les patients LGBTI+, avec une attention particulière pour les personnes séropositives et les personnes transgenres.

Nous demandons une réflexion ponctuelle sur l’introduction de la PrEP (prophylaxie pré-exposition) comme méthode de prophylaxie complémentaire à l’utilisation du préservatif pour prévenir l’infection de HIV, particulièrement pour ce qui concerne les catégories en danger comme les travailleurs du sexe et les mâles qui ont des relations sexuelles avec d’autres mâles (MSM). Un débat conscient sur ce thème ne peut pas ignorer la demande d’une meilleure accessibilité, aussi du point de vue économique, aux médicaments et à l’institution des campagnes d’information sur les effets secondaires.

Nous croyons aussi qu’on doit garantir **l’accès gratuit aux préservatifs et aux contraceptifs, et aussi aux vaccins** pour les infections sexuellement transmissibles, comme par exemple l’hépatite A (HAV). Nous demandons aussi qu’on termine la discrimination économique de genre (*pink tax*).

Nous confirmons avec énergie notre refus à n’importe quelle forme de

thérapie prétendue qui se propose comme une réparation ou une correction d'une orientation sexuelle ou identité de genre, et nous demandons la **dépathologisation de l'intersexualité et de la transsexualité**, à toutes les âges, à condition que l'assistance médicale soit garantie du Service Sanitaire Nationale, avec **l'élargissement et la potentiatio**n des centres **d'excellence pour le changement de sexe**.

Nous espérons enfin, pas seulement comme communauté LGBTI+, mais aussi comme citoyennes et citoyens d'une zone avec un taux élevé de pollution et industrialisation, qu'on poursuivra, comme présumé fondamental pour la santé publique, des politiques écologiques pour l'amélioration des conditions environnementales actuelles, ainsi que des campagnes d'éducation au respect pour l'environnement et pour la dignité de tous les êtres humains.

 **L'ÉTAT PHYSIQUE**. En exprimant la nécessité de la reconnaissance pour une sexualité définitivement libérée des censures et de la prospective moraliste et procréative, nous répétons que le plaisir et le désir, dans le domaine du consentement entre les partenaires, doivent être libres.

On demande la promotion d'un climat qui rend dignité et valeur aux corps et aux individus, en particulier avec la garantie du **droit à l'autodétermination des personnes transgenres et intersexuelles**, en désengageant la mise à jour des données personnelles de la présence des interventions chirurgicales. On devra aussi poursuivre un débat, à partir de la communauté LGBTI+ elle-même, sur la question des **mineurs transgenres** et de leur autodétermination en phase pré-adolescence. On demande aussi une **modification de l'article 85 du Texte unique sur les lois de sécurité publique** de façon que les personnes qui adaptent leur aspect extérieur à leur identité de genre (si leur identité est différente de leur appartenance au moment de la naissance) ne soient pas punies. Au même temps, il faudrait que les institutions prennent en considération la nécessité de la supériorité du **binarisme** de genre, en ajoutant aussi dans les fiches et les documents la possibilité de choisir un troisième genre, ou à n'indiquer aucun.

Nous sommes à l'avant-garde pour la **lutte à la discrimination de genre**, aussi bien dans sa forme symbolique, que dans ces conséquences : la violence physique, psychologique et économique. Nous demandons

donc **une loi sur la parité de rétribution** sur le modèle de la loi qui a récemment été approuvée en Islande. Nous proposons de dépasser la disparité actuelle dans le cas du congé parental pour qu'on puisse créer des opportunités égales dans le lieu de travail, en décourageant à la source la discrimination des femmes. Il est nécessaire aussi d'introduire une formation adéquate sur les thèmes de la violence et de la discrimination pour ceux qui travaillent dans des domaines sensibles et dans des contextes de protection (tribunaux, forces de l'ordre, hôpitals).

On espère que le droit à la sexualité soit considéré nécessaire aussi pour les personnes avec des handicaps, surtout à travers **l'institution de la figure de l'assistant sexuel**.

On veut enfin inviter notre communauté, en particulier les mâles homosexuels, à se libérer de l'obsession dangereuse pour l'aspect extérieur et pour la virilité, et à réfléchir sur la souffrance auto infligée que l'aversion pour les corps imparfaits (*body shaming*) et pour l'effémination propre et d'autres personnes (*femme shaming*) génère.

 Une société ouverte est une société qui sait poursuivre les valeurs de **LIBERTÉ** parallèlement à ceux de **LAÏCITÉ**.

Dans la scène pluraliste de Padoue et de la région Veneto, nous croyons que les questions comme l'avortement, la FVI (fécondation in vitro), l'homoparentalité et la transition doivent être traitées dans une perspective non confessionnelle et libre de préjugés.

Nous demandons donc la garantie d'accès à **l'interruption volontaire de grossesse**, comme établi par la loi du 22 mai 1978, pour assurer le droit à la procréation consciente et responsable. Au même temps, nous **croyons qu'on doit abolir ou modifier la loi 40/2004**, pour qu'il soit possible pour les célibataires et pour les couples, aussi du même sexe, d'accéder à la procréation médicalement assistée et à la conception à travers **GPA** (gestation pour autrui).

Dans un État qu'on puisse vraiment définir laïque, chaque typologie de famille doit bénéficier des mêmes droits : nous demandons aux Institutions de **remédier aux lacunes honteuses en matière de homoparentalité et coparenting**.

En suivant l'approbation de la loi n.71/2016 sur les partenariats civils, les prochaines étapes devront, on espère, passer dans la direction du **ma-**

riage égalitaire, de la transcription des mariages contractés à l'étranger, et de la protection des mariages contractés par des personnes transgenres avant la rectification de leur données personnelles.

Au Conseil Régional de la région Veneto nous demandons l'abrogation de la motion 270 de l'année 2014, qui en fait discrimine chaque type de famille qui n'est pas « fondée sur le mariage entre un homme et une femme », et nous demandons qu'on assure l'application de la motion 4 du 2010, pour la prévention et la lutte à chaque forme de discrimination liée à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre.

Aux forces du gouvernement nous demandons enfin de commencer des discussions sur des sujets comme la **fin de vie** et la **réglementation de la prostitution**, et de créer des alternatives valides à l'enseignement de la religion catholique dans les écoles publiques. **À la municipalité de Padoue nous demandons d'introduire**, comme les municipalités de Pavia et Turin ont déjà fait, des modifications aux règlements de police locale et d'occupation du lieu public **qui interdisent l'expositions des drapeaux et d'autres symboles qui encouragent le fascisme ou le néo-fascisme**, en interdisant l'utilisation des images ou des messages qui incitent à n'importe quel type de discrimination.

 Pour prévenir l'homophobie, il est urgent de faire réfléchir le personnel compétent dans le secteur de **L'ÉDUCATION** des enfants et des préadolescents, parce que la peur de ce qui est différent, les stéréotypes de genre et l'hétéronormativité sont des concepts appris déjà pendant les premières années de la vie.

À la lumière des faits qui sont rapportés quotidiennement par la chronique, pour prévenir toutes les formes de violence, nous croyons qu'il est important de promouvoir efficacement, surtout près les enfants, **la culture du consentement**. Nous demandons ainsi à la direction des écoles de différents types et de différents niveaux d'encourager un environnement sécurisé, qui éduque aux différences et à **une approche consciente à la sexualité et à l'affectivité**.

La formation d'un corps enseignant préparé à se confronter avec des étudiants LGBTI+ et avec des familles homoparentales est aussi une action fondamentale pour prévenir le harcèlement et les discriminations.

On demande pour cette raison au **Conseil Régional du Veneto d'abroger**

la **motion 13 de l'année 2015** qui, en interdisant des hypothétiques idéologies « déstabilisatrices », ne fait que alimenter les phobies et l'obscurantisme.

Aux institutions universitaires nous demandons de garantir aux personnes transgenres aussi le livret universitaire et les formulaires correspondants à leur genre.

En considérant l'histoire comme une partie fondamentale de notre identité, nous pensons qu'une éducation digne de ce nom doit reconnaître l'**antifascisme** comme une valeur indispensable pour la société, en enseignant dès l'enfance à refuser toutes les formes d'intolérance et de légitimation de la violence.

C'est exactement parce qu'il y a un lien étroit entre identité et mémoire, que nous invitons aussi à ne pas s'oublier le procès historique et culturel qui a conduit à la constitution de la communauté LGBTI+ et à se souvenir des victimes de violence, en particulier **de l'Holocauste**.

Nous demandons ainsi à la municipalité de Padoue l'inclusion des victimes LGBTI+ entre celles qui sont commémorées en occasion des célébrations pour la Journée de Commémoration et l'apposition d'une plaque chez le Temple national de l'Interné inconnu, ou dans d'autres lieux.

■ Chaque demande de reconnaissance des identités sexuelles nécessite d'être insérées dans une **perspective d'intersection**, en valorisant d'autres attributs de la subjectivité comme l'ethnie, la situation économique, le rôle social, la langue, la provenance géographique, etc. Les récents changements géopolitiques à l'échelle internationale incitent tous les espaces urbains à se doter des services à la personne et à la communauté pour assurer les besoins de ceux qui réclament la reconnaissance et la **valorisation** de leur différences, et, au même temps, une complète et véritable **INTÉGRATION/INCLUSION** à l'intérieur du domaine social.

Nous espérons que, au niveau local et national, la gestion de structures pour l'accueil sera revue avec **l'élargissement des espaces pour les migrants et les demandeurs d'asile LGBTI+, les femmes et les mineurs victimes de la traite, les personnes LGBTI+ sans domicile fixe, et les victimes de maltraitance familiale**.

Afin d'éviter des phénomènes de marginalisation, il est nécessaire de

continuer à faire un travail essentiel de prévention à travers l'intégration scolaire et la **promotion du dialogue interreligieux et interculturel**.

En outre, il est fondamental que l'État Italien se mobilise sur ces thématiques, en particulier avec **l'approbation d'une loi qui donne le droit de citoyenneté par *ius soli* (droit du sol) à tous ceux qui sont nés dans notre Pays.**

Nous invitons enfin la communauté LGBTI+ elle même à se libérer des stéréotypes et des préjugés qui empêchent une intégration réelle.



**PADOVA
PRIDE**